RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LE CONSEIL AU COURS DE SA TRENTE-TROISIÈME SESSION

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

866 (XXXIII). Rapports de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la Société financière internationale et de l'Association internationale de développement

Le Conseil économique et social

Prend acte des rapports de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement¹, de la Société financière internationale² et de l'Association internationale de développement³.

*1191^e séance plénière,
5 avril 1962.*

867 (XXXIII). Création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale

Le Conseil économique et social

Prend note avec satisfaction du rapport spécial du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine (huitième session)⁴ et du rapport du Comité plénier sur sa quatrième session extraordinaire⁵ concernant la création de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, ainsi que de la résolution 218 (AC.50) du Comité plénier⁶.

*1191^e séance plénière,
5 avril 1962.*

¹ *Banque internationale pour la reconstruction et le développement, seizième rapport annuel, 1960-1961*, Washington (D. C.) [E/3570], et document E/3570/Add.1.

² E/3571 et Add.1.

³ *Association internationale de développement, premier rapport annuel, 1960-1961*, Washington (D. C.) [E/3572], et document E/3572/Add.1.

⁴ *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-troisième session, Annexes*, point 19 de l'ordre du jour, document E/3582.

⁵ *Ibid.*, document E/3582/Add.1.

⁶ *Ibid.*, trente-quatrième session, Supplément n° 4 (E/3581/Rev.1, par. 356).

868 (XXXIII). Rapport du Fonds monétaire international

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport du Fonds monétaire international⁷.

*1193^e séance plénière,
6 avril 1962.*

870 (XXXIII). Nature, portée et lieu de réunion de la conférence sur les voyages et le tourisme internationaux

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de l'importance que présentent les voyages internationaux pour promouvoir la compréhension et les relations culturelles entre les pays, favoriser le commerce et encourager le développement économique, en particulier dans les pays en voie de développement,

Estimant souhaitable, en vue d'encourager le développement du tourisme, de réduire chaque fois que cela est possible les formalités de voyage et de les uniformiser lorsque leur maintien paraît nécessaire,

Considérant le paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte des Nations Unies, aux termes duquel le Conseil peut convoquer, conformément aux règles fixées par l'Organisation, des conférences internationales sur des questions de sa compétence,

Considérant en outre le règlement concernant la convocation des conférences internationales d'Etats, qui figure dans la résolution 366 (IV) de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1949,

Ayant examiné les recommandations formulées dans la note⁸ par laquelle le Secrétaire général a transmis au Conseil le rapport du Groupe d'experts pour les voyages et le tourisme internationaux, qu'il a consulté conformément à la résolution 813 (XXXI) du Conseil, en date du 27 avril 1961,

⁷ E/3569 et Add.1.

⁸ *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-troisième session, Annexes*, point 9 de l'ordre du jour, document E/3590.

Rappelant ses résolutions antérieures relatives au développement des voyages internationaux, à savoir les résolutions 563 (XIX) du 31 mars 1955, 644 (XXIII) du 26 avril 1957, 724 B (XXVIII) du 17 juillet 1959 et, plus particulièrement, la résolution 813 (XXXI) du 27 avril 1961 qui prie le Secrétaire général de préparer, en consultation si besoin est avec un groupe composé de sept experts au plus, des recommandations concernant la nature, la portée et le lieu de la conférence sur les voyages et le tourisme internationaux, y compris l'ordre du jour provisoire, et de convoquer cette conférence aussitôt que possible, et au plus tard dans le courant de l'automne 1963,

Notant qu'une majorité des gouvernements qui ont répondu au questionnaire envoyé par le Secrétaire général en août 1960 se sont déclarés en faveur de la convocation, à une date aussi rapprochée que possible, d'une conférence sur les voyages et le tourisme internationaux,

Tenant compte de l'œuvre utile qui a déjà été accomplie dans ce domaine à l'échelon national, régional et international,

1. *Confirme* sa décision de convoquer une conférence technique internationale aux fins de formuler des recommandations sur les voyages et le tourisme internationaux;

2. *Prie* le Secrétaire général d'inviter tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées à participer à la conférence et à inclure parmi leurs représentants des experts spécialistes des questions techniques qui seront examinées à la conférence;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général:

a) D'inviter les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales intéressées à participer, sans droit de vote, aux débats de la conférence;

b) D'inviter les organisations non gouvernementales intéressées qui sont dotées du statut consultatif auprès du Conseil à participer à la conférence sans droit de vote;

4. *Décide* que la conférence se tiendra à Rome, en août-septembre 1963, pendant une période ne dépassant pas douze jours ouvrables;

5. *Décide en outre* que l'ordre du jour provisoire de la conférence sera établi, sous réserve des paragraphes 5, 6, 8 et 9 de la note du Secrétaire général⁹, d'après le projet d'ordre du jour provisoire présenté par le Groupe d'experts, tel qu'il figure à la troisième partie de son rapport et compte tenu du caractère de réciprocité du tourisme;

6. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues pour la convocation de la conférence et, notamment:

a) De préparer la documentation nécessaire;

b) De faire distribuer la note du Secrétaire général, y compris l'annexe 3 du rapport du Groupe d'experts et, après avoir consulté l'Organisation de l'aviation civile internationale, un rapport sur les résultats des

⁹ *Ibid.*

travaux de la sixième session de la Division de la facilitation de cette organisation concernant l'assouplissement des formalités officielles en matière de voyages:

c) De préparer le règlement intérieur provisoire de la conférence;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général:

a) De communiquer le rapport de la conférence à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, et aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales intéressées et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui auront été invitées à la conférence;

b) De soumettre le rapport de la conférence au Conseil, pour qu'il l'examine à sa trente-septième session.

1195^e séance plénière,
9 avril 1962.

871 (XXXIII). Rapport intérimaire du Comité d'experts chargé de poursuivre l'étude du transport des marchandises dangereuses et rapport intérimaire du Groupe d'experts des matières explosives

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 645 G (XXIII) du 26 avril 1957 et 724 C (XXVIII) du 17 juillet 1959,

Prenant note avec satisfaction des travaux consacrés à la classification et à la liste des marchandises dangereuses et à leur harmonisation, ainsi que du rapport intérimaire du Comité d'experts chargé de poursuivre l'étude du transport des marchandises dangereuses sur les travaux de sa deuxième session¹⁰, tenue à Genève en septembre 1961, et du rapport intérimaire du Groupe d'experts des matières explosives sur les travaux de sa première session¹¹, tenue à Genève en août 1961, conformément à la résolution 724 C (XXVIII) du Conseil,

1. *Félicite* les experts des travaux remarquables qu'ils ont accomplis;

2. *Approuve* les principes établis et les mesures prises par les experts, ainsi que les recommandations formulées dans leurs rapports intermédiaires;

3. *Prie* le Secrétaire général, compte tenu des recommandations pertinentes contenues dans ces rapports:

a) De modifier la classification et la liste des principales marchandises dangereuses figurant dans les recommandations de 1956 concernant la classification, la liste, l'étiquetage des marchandises dangereuses et les documents pour l'expédition de ces marchandises¹², conformément aux recommandations des experts et aux

¹⁰ E/CN.2/CONF.5/3. Communiqué aux membres du Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/3575).

¹¹ E/CN.2/CONF.5/2/Rev.1. Communiqué aux membres du Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/3575).

¹² Voir *Transport des marchandises dangereuses* (publication des Nations Unies, n° de vente: 56.VIII.1), p. 9.